

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Synthèse destinée aux médias

Index AI : ASA 12/006/2006 (Public)  
Bulletin n° : 276  
25 octobre 2006

**Embargo : 25 octobre 2006 15h01 TU**

## **Australie. Lettre ouverte au Premier ministre John Howard pour demander que David Hicks soit rapatrié**

Réf. : TG ASA 12/2006.001

Prime Minister the Hon. John Howard MP  
Parliament House  
Canberra ACT 2600  
Australie  
25 octobre 2006

Monsieur le Premier ministre,

Le citoyen australien David Hicks se morfond dans un camp de détention géré par les États-Unis où il est détenu depuis cinq ans dans le flou juridique le plus total, sans avoir été inculpé ni jugé. Ce lieu de détention est le camp de prisonniers de Guantánamo Bay.

Monsieur le Premier ministre, en tant que l'un des dirigeants du monde démocratique confronté à la nécessité de faire face à la menace terroriste tout en respectant la légalité et les droits humains, vous avez le devoir de mettre fin à cette parodie de justice.

Ramenez David Hicks dans son pays. Jugez-le, ici, en Australie. Si la justice australienne, qui se fonde sur la primauté de la loi et les principes internationaux relatifs aux droits humains, ne trouve pas d'élément suffisant pour engager des poursuites contre cet homme, alors David Hicks devra être libéré. C'est aussi simple que cela.

Le camp de Guantánamo Bay sert à isoler les prisonniers dans un espace de non-droit et à placer le gouvernement américain au-dessus des lois. Ce camp doit être fermé. Les personnes détenues à Guantánamo Bay devraient être libérées ou, si elles sont soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale reconnue par la loi, inculpées immédiatement et jugées dans le cadre d'une procédure équitable.

Amnesty International mène campagne pour que le camp de Guantánamo Bay soit fermé et pour que le secret qui entoure les autres centres de prisonniers secrets gérés par les autorités américaines au nom de la lutte contre le terrorisme soit entièrement levé. De plus en plus, des dirigeants politiques et des personnalités influentes admettent un peu partout dans le monde que le camp de prisonniers de Guantánamo ne sert aucune cause si ce n'est, en alimentant le mécontentement et en divisant la population, celle des extrémistes.

Votre gouvernement a observé un silence assourdissant au sujet du camp de prisonniers de Guantánamo Bay ; il s'est montré totalement indifférent au sort de son compatriote australien David Hicks et plus que prêt à faire des concessions sur la prohibition de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Sacrifier les droits humains au nom de la lutte contre le terrorisme témoigne d'une vision à très court terme. L'histoire montre qu'une véritable sécurité ne peut être instaurée qu'en respectant les normes internationales relatives aux droits humains.

Je vous prie instamment :

- de rapatrier David Hicks en Australie pour qu'il y soit inculpé ou libéré ;
- de vous opposer à l'utilisation de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; et,
- de demander la fermeture du camp de prisonniers de Guantánamo Bay.

Je vous demande également d'exercer votre autorité pour montrer que l'Australie est bien le pays qui donne les mêmes chances à tous, le pays où personne n'est privé de son droit à la justice, quelle que soit l'infraction dont il est soupçonné, et où règnent les valeurs universelles de respect des droits humains et de la primauté du droit.

Le 2 novembre, jour où j'aurai le grand honneur de recevoir le prix de la paix de la ville de Sydney, Amnesty International lancera un appel public en faveur du rapatriement de David Hicks pour qu'il soit jugé ou remis en liberté en Australie. Notre action établira concrètement un lien entre paix, justice et droits humains.

Je vous demande de ne pas rester indifférent à cet appel.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

Irene Khan

Secrétaire générale

**Note aux rédacteurs :**

Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, sera à Sydney, en Australie, pour prononcer la conférence du prix de la paix de la ville de Sydney le 1<sup>er</sup> novembre et recevoir le prix de la paix de la ville de Sydney le 2 novembre.

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566,  
Amnesty International – 1 Easton St., Londres, 1 (WC1X) 0DW site : <http://www.amnesty.org>